

# Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde

## ÉDITORIAL

Après un mois d'octobre rythmé par l'assemblée générale de votre association préférée (sic !), une journée internationale de mobilisation, le Forum social européen et une actualité très chargée sur le thème de la dette, s'annoncent en novembre la semaine de la solidarité internationale et une mobilisation devant Bercy où siège le Club de Paris. Toute l'équipe du CADTM France est mobilisée, comme vous le verrez dans l'agenda et dans les pages de ce bulletin. La révolte est intacte, sans cesse renouvelée, notamment avec la triste coïncidence de la réélection de Bush aux Etats-Unis et de la disparition de Yasser Arafat. Nous dédions ce bulletin à tous les militants palestiniens qui luttent pour affirmer leurs droits et pour construire enfin un monde de justice et de fraternité. Bonne lecture !

▼ L'ÉQUIPE DU CADTM FRANCE

## MOBILISATION LE 17 !

Le 17 novembre, les principaux pays créanciers, réunis au sein du Club de Paris, se retrouvent au Ministère français des Finances pour statuer sur la **dette irakienne**. Quel pourcentage de la dette de l'Irak sera annulé : 50 % comme le réclame la France, ou 95 % comme le demandent les Etats-Unis ? Une chose est sûre : la décision ne reposera sur aucun critère légitime. Car en matière de dette, l'arbitraire est la règle. Seuls les intérêts politiques et économiques guident pour l'instant les créanciers, pour l'Irak comme pour les autres pays.

Avec nos partenaires européens et irakiens, la plate-forme Dette et Développement, à laquelle le CADTM France appartient, se mobilise pour dénoncer l'illégitimité du Club de Paris et le cynisme des créanciers, et pour demander que les droits humains fondamentaux des populations priment sur le remboursement de la dette.

A cette occasion, nous vous invitons donc à un **rassemblement devant le Club de Paris, le 17 novembre**, de 15h30 à 18h30, sur la place du Bataillon du Pacifique, à la sortie du métro Bercy. Des animations symboliques et conviviales, auxquelles le CADTM sera associé, seront organisées. Rejoignez-nous !

## AGENDA

**13 novembre, Orléans (45)** : intervention de Claude Quémard sur Haïti, avec Soleil d'espérance.

**Théâtre** : pièce "*l'Ardoise*" suivie d'un débat avec Claude Quémard à Poitiers (86) le 16, Montmorillon (86) le 17, Bressuire (79) le 18, avec Renaud Savéan à l'AGECA à Paris (11e) le 28.

**16 novembre, Bègles (33)** : intervention d'Eric Berr, à 19h30 (voir p.7).

**17 novembre, Paris** : mobilisation devant Bercy pour le passage de l'Irak devant le Club de Paris à Bercy (voir ci-contre).

**17 novembre, Albi (81)** : intervention d'Eric Berr avec projection du film *Mémoire d'un saccage* sur l'Argentine, à 20h30.

**19 novembre, Rennes (35)** : intervention de Claude Quémard, avec PACI.

**19 novembre, Savigny le Temple (77)** : intervention de Damien Millet lors d'une soirée sur les caisses de villages, les tontines et la dette, à 20h30.

**20 novembre, Loudun (86)** : intervention de Claude Quémard, avec Attac.

**24 novembre, Grenoble (38)** : 3e réunion autour du livre *50 questions/50 réponses*, à la salle des Tickets, à 19h. Buffet, chants, explications et débats sur la dette.

**26 novembre, Besançon (25)** : intervention de Claude Quémard à l'invitation de la plate-forme Dette et Développement.

**27 novembre, Annemasse (74)** : intervention de Vicki Briault sur la dette.

**3 décembre, Pertuis (84)** : intervention de François Mauger avec projection du film *Life and debt*.

**9 décembre, Val de Rueil (27)** : interventions de François Mauger avec projection du film *Life and Debt* ; une projection l'après-midi pour les lycéens, une projection le soir. Avec Attac.

**11 décembre, Paris (75)** : CA du CADTM France.

**14 janvier, Aix-en-Provence (13)** : intervention de Damien Millet après le film *Life and debt*.

**15 janvier, Grenoble (38)** : journée sur les résistances par rapport à la dette (avec ATTAC, Survie, Dette et Développement, Afric'Impact, CIIP), avec Hugo Ruiz Diaz.

## APRÈS L'AG DU CADTM FRANCE

Deux jours n'auront pas été de trop pour cette troisième assemblée générale du CADTM-France, chaleureusement accueillie par nos amis de Nîmes. La richesse des débats, s'appuyant sur des expériences locales diverses, a, en effet, été le signe majeur de cette rencontre.

Dès le vendredi soir, l'initiative publique avec la projection du film *Djourou, une corde à ton cou* sur la dette du Mali a permis de lancer le débat. Les limites du film, son positionnement parfois discutable et hésitant ne permettent pas que le CADTM France le soutienne publiquement. Mais la discussion fut très intéressante.

La principale nouveauté de cette AG aura été le nombre grandissant de groupes locaux structurés. Même si nous restons modestes (si si !), l'activité de ces groupes donne un dynamisme nouveau à notre association, parce qu'elle permet d'envisager un travail sur le long terme et donc une autre approche que celle de l'information/formation sur la dette (conférences, débats...).

Tout ceci a bien sûr nourri le débat. Les expériences de chacun des groupes, les idées à creuser, les perspectives locales mais aussi nationales (et internationales), et les problèmes rencontrés ont été partagés et analysés au cours de nos échanges.

Quelle place donner dans l'association aux adhérent(e)s isolé(e)s ? Comment les associer ? Mais aussi quel élargissement voulons-nous pour nos groupes locaux ? Pour sortir d'un recrutement plutôt restreint (militants d'Attac ou d'organisations de solidarité internationale, syndicalistes...) pour nous tourner vers les jeunes, les migrants, les précaires ? Ceci implique de prendre en compte, y compris dans la vie quotidienne de l'association, ces problèmes (revenus des uns et des autres...).

Nous sommes de plus en plus souvent sollicités partout en France (voir agenda) et sur de plus en plus de thèmes (commerce équitable, dette écologique...). Cela repose encore sur bien peu de personnes. Les besoins en formation interne sont donc importants et les groupes locaux s'y attèlent d'une manière originale. De la même façon, nous devons réfléchir à nos modes d'apparition afin de pouvoir sortir des salles de réunion.

Mais le CADTM est aussi une structure nationale qui nécessite une visibilité, d'où le besoin de thèmes portés partout, d'une campagne nationale. Les idées ne nous manquent pas : le Club de Paris, Haiti, la Jamaïque, la journée de la dette, le Forum Social Méditerranéen...

L'élection du CA a matérialisé cette nouvelle phase de construction du CADTM-France avec des membres à titre individuel et une représentation des groupes locaux en tant que tels.

### LE CA ET LE BUREAU

Membres individuels : Julie Castro (trésorière), François Mauger, Damien Millet (président), Claude Quémard (secrétaire général). Groupes locaux représentés : Aix, Bordeaux, Grenoble, Lyon, Nîmes, Paris, Poitiers. N'hésitez pas à les contacter !

Les adhérent(e)s recevront très prochainement un compte-rendu plus détaillé de cette AG. Pour les autres, il est déjà possible d'adhérer pour 2004-2005...

CLAUDE QUÉMARD

## FSE : BYE BYE LONDON !

Malgré la baisse du nombre de participants (environ 25 000) par rapport à Florence en 2002 ou Paris-St Denis en 2003, et les débats parfois houleux sur sa préparation, le **Forum social européen** de Londres aura permis au réseau international CADTM d'avancer dans ses liens avec les campagnes européennes sur la dette.

La participation de nos ami(e)s du Sud à notre petite délégation (pour cause de coût mais surtout de difficultés de visas) nous a permis de peser sur les débats auxquels nous avons participé. Que ce soit sur les alternatives à construire ou sur le bilan des politiques du FMI et de la Banque mondiale, nous avons fait entendre les autres voix de la planète.

Ce forum aura également permis des rencontres fructueuses avec d'autres mouvements, d'aborder nos divergences mais surtout de nous donner des échéances d'actions communes dans les mois à venir (dette de l'Irak, propositions américaine et britannique [voir p.3]...).

Le prochain FSE devrait avoir lieu en Grèce au printemps 2006.

CLAUDE QUÉMARD

## HARO SUR LE FMI À LIÈGE !

Le **9 octobre 2004**, le CADTM a organisé à Liège (Belgique) une journée internationale de débats consacrée à la dette et aux institutions financières internationales dans le cadre de la mondialisation néolibérale, ainsi qu'aux résistances qui lui sont opposées aux quatre coins de la planète. Après l'accueil sur les rythmes brésiliens du groupe Abada-Capoiara, des militant(e)s du Nord et du Sud se sont succédé à la tribune, présentant au public présent un véritable tour du monde en "altermondialie". Eric Toussaint (CADTM, Belgique) a dressé un réquisitoire sans complaisance à l'encontre de ces institutions dont l'échec est patent. Camille Chalmers (PAPDA, Haïti) a montré leurs responsabilités dans la domination exercée sur la Caraïbe. Salissou Obandoma (RNDD, Niger) et Victor Nzuzi (NAD, RDC) ont présenté la situation dramatique de l'économie de leur pays respectif, sous les coups de boutoir des institutions internationales. Les dérives de la réforme agraire au Brésil, soutenue par la Banque mondiale, ont été analysées par Sonia Costa (FIAN, Brésil), avant que Ajit Muricken (VAK, Inde) expose les dégâts de la globalisation sur le sous-continent indien. Le combat du peuple vénézuélien, qui s'est trouvé récemment renforcé par la victoire électorale de Hugo Chavez, a été présenté par Gonzalo Gomez (aporrea.org, Vénézuéla), puis Ahmed Shawki (ISR, Etats-Unis) a montré les nouvelles formes d'existence et d'actions, certes parcellaires, sur la scène politique états-unienne. Les conclusions d'Aminata Touré Barry (CAD, Mali) et Denise Comanne (CADTM, Belgique) furent sans appel : le FMI, la Banque mondiale, les gouvernements néolibéraux et les transnationales sont à l'œuvre pour passer nos droits à la moulinette. Les tambours du Burundi pouvaient clôre cette journée passionnante.

JULIE CASTRO ET DAMIEN MILLET

## SUR LE FRONT DE LA DETTE

Le mois de septembre 2004 a été riche en rebondissements sur le front de la dette. Analyse.

Les **Etats-Unis**, qui veulent toujours obtenir une large annulation de la dette de l'Irak qu'ils pilotent désormais, cherchent à imposer leur volonté aux autres créanciers. Pour cela, l'administration Bush a proposé une annulation de la dette multilatérale des 27 pays ayant atteint le point de décision de l'initiative PPTTE (Pays pauvres très endettés). Les futurs financements accordés par les institutions multilatérales comme le FMI ou la Banque mondiale prendraient exclusivement la forme de dons. Que l'on ne s'y trompe pas ! Les Etats-Unis ne viennent pas de découvrir la générosité ou la philanthropie. Ils agissent pour des raisons géopolitiques, cherchant à faire accepter une annulation massive de la dette de l'Irak (pour qui on ne peut faire plus que pour la catégorie des PPTTE) et à faire pression sur les institutions multilatérales comme la Banque mondiale afin de les affaiblir et de privilégier des accords bilatéraux qui leur permettent d'imposer totalement leurs vues.

Quelques jours plus tard, ce fut le tour des **Britanniques**, qui vont présider le G8 en 2005, de prendre une initiative sur ce thème. Au cours d'un Congrès du parti travailliste, le chancelier de l'Echiquier, Gordon Brown, a annoncé que le Royaume-Uni annulait unilatéralement la part lui revenant de la dette d'une trentaine de pays pauvres (ayant de bonnes "performances économiques") envers la Banque Mondiale et la Banque africaine de développement. Les détails de cette initiative restent cependant assez flous. En fait, Londres, qui avait prévu une augmentation de son aide au développement, utiliserait une partie de cette aide pour effectuer les paiements à la place de ces pays. Cela représente environ 150 millions de dollars par an. Là aussi, comme l'a expliqué notre communiqué de presse repris par l'AFP, il s'agit d'un leurre et d'une initiative de créanciers ne prenant pas la mesure de la faillite du modèle actuel, incapable de garantir la satisfaction des besoins humains fondamentaux.

Ces deux initiatives servaient à préparer les Assemblées générales du FMI et de la Banque mondiale, début octobre, à Washington. Les Etats-Unis et la Grande-Bretagne cherchaient à reprendre la main sur un terrain où les blocages imposés par la France, l'Allemagne et la Russie demeurent. Aucune décision n'est sortie des Assemblées de Washington. Tout le monde sait bien que le problème de la dette est crucial. Mais pour l'instant, il demeure entier !

La bonne nouvelle est venue de la **CNUCED**. Dans son rapport intitulé "*Endettement viable : Oasis ou mirage ?*", elle a jeté un énorme pavé dans la mare des bailleurs de fonds, reprenant explicitement des arguments que le CADTM avance depuis des années.

Premièrement, elle affirme que la dette est un mécanisme de transfert des richesses des populations du Sud vers les créanciers du Nord, les riches du Sud prélevant leur commission : "*Entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars environ en prêts ; mais bien qu'elle ait remboursé près de 550 milliards de dollars en principal et intérêts, elle affichait encore un encours de dette de 295 milliards de dollars fin 2002. (...) La conclusion du rapport est que cela équivaut à un transfert inverse de ressources en provenance du continent le plus pauvre du monde.*"

Deuxièmement, sans sous-estimer les dérives ayant lieu au Sud, elle dit tout haut que les responsabilités essentielles sont à chercher du côté des créanciers du Nord ayant imposé un

mécanisme de domination implacable : "*Le rapport dénonce également l'idée couramment répandue que le surendettement de l'Afrique est tout simplement l'héritage de gouvernements africains irresponsables et corrompus. Si cette idée n'est pas entièrement dénuée de fondement, en particulier au regard de ce qu'a été la politique de la guerre froide, ce sont bien les chocs extérieurs, la dépendance à l'égard des produits de base, des programmes de réforme mal conçus et l'attitude des créanciers qui ont joué un rôle décisif dans la crise de la dette.*"

Troisièmement, la dette est largement odieuse donc en grande partie frappée de nullité : "*les institutions de Bretton Woods ont exercé la plus grande influence sur les politiques de développement dans le continent par le biais des programmes d'ajustement structurel et des prêts correspondants, lesquels n'ont pas donné les résultats escomptés en matière de croissance et de développement. De plus, les prêts publics étaient dans une large mesure aussi assujettis à l'exécution de ces programmes, et une très grande partie de la dette de pays qui présentaient un intérêt géopolitique ou stratégique et étaient dotés de régimes corrompus est considérée comme "odieuse".*"

Quatrièmement, les institutions internationales et les grandes puissances ont échoué quant aux objectifs de réduction de la pauvreté (dits "du Millénaire") : "*Comme le Chancelier de l'Echiquier du Royaume-Uni, M. Gordon Brown, l'a déclaré avec force au début de cette année, "Au rythme actuel des choses, aucun des objectifs de développement du Millénaire ne sera réalisé en Afrique non seulement au cours des 10 prochaines années, mais au cours des 100 prochaines années."*"

Cinquièmement, les initiatives actuelles sont un fiasco : "*Les dirigeants africains, dont le Premier Ministre éthiopien Meles Zenawi, ont commencé de se demander si l'Initiative PPTTE [Pays pauvres très endettés] avait la capacité d'apporter un allègement approprié en matière de dette à ses bénéficiaires. (...) Les paiements au titre du service de la dette après l'Initiative PPTTE devraient passer d'environ 2,4 milliards de dollars en 2003 à 2,6 milliards de dollars en 2005.*"

Autant d'affirmations sur lesquelles nous pouvons nous appuyer franchement pour dire, avec la CNUCED, que l'annulation totale de la dette africaine est une revendication morale, politique et économique minimale.

## UN CADEAU POUR SARKOZY

L'ancien directeur général du FMI, Michel Camdessus, fut le fer de lance de la libéralisation économique que de nombreux mouvements sociaux combattent. Il a remis en octobre un rapport sur l'économie française à Nicolas Sarkozy, qui en a fait, selon ses dires, son livre de chevet... Il est bien sûr particulièrement empreint d'idéologie ultralibérale et porteur d'une démarche de destruction systématique des protections sociales. Le CADTM, conscient qu'il n'y a pas une seule logique possible, a décidé de diversifier les lectures politiques et économiques du ministre français des Finances en lui offrant un second livre de chevet. Notre choix, annoncé dans un communiqué de presse un brin ironique, s'est porté sur le livre *La Finance contre les peuples*, d'Eric Toussaint, éd. CADTM/Syllepse. Il devrait enfin donner à Nicolas Sarkozy la possibilité d'un vrai choix entre un modèle économique qui favorise les plus riches et un autre modèle, que nous revendiquons, qui redistribue la richesse de façon juste et équitable afin de garantir les droits humains fondamentaux à l'ensemble de la population... ▶ DAMIEN MILLET

## SEIGNEUR DE DETTE

Dans le cadre du réseau IFI, une rencontre a eu lieu le 27 septembre à Bercy, entre des représentants associatifs (dont le CADTM) et des représentants du Trésor français (notamment Odile Renaud-Basso, chef du service des affaires européennes et internationales au Trésor et co-présidente du Club de Paris). Elle avait pour but un échange de vues à la veille des assemblées générales annuelles du FMI et de la Banque Mondiale.

Les initiatives des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne (voir p.3) ont été commentées par les responsables français qui se montrent très réservés. A propos de la proposition états-unienne, les réserves françaises viennent du fait que l'annulation de la dette du FMI se ferait sans ressources additionnelles, réduisant fortement ses moyens d'intervention, alors que la Banque mondiale deviendrait dépendante de contributions volontaires des donateurs. Quant à l'initiative anglaise, la France considère qu'il s'agit d'une initiative mineure. En fait, la France ne souhaite pas que le débat se focalise seulement sur la part multilatérale de la dette, mais sa priorité est d'augmenter les flux d'aide au développement, d'où l'initiative de Chirac sur les "*sources innovantes de financement*" comme les taxes globales. La démarche française a été résumée par "*autant de prêts que possible, autant de dons que nécessaires*"...

Suite à cette présentation, Jean Merckaert, coordinateur de la plate-forme, est intervenu pour demander une annulation de la dette multilatérale grâce à des fonds additionnels et insister sur les différentes revendications de la plate-forme. Ensuite le CADTM a interpellé les responsables présents sur l'absence de remise en question de la domination par la dette, à travers des initiatives de créanciers dont le but est de garder les leviers de commande.

D'autre part, Odile Renaud-Basso a confirmé que l'initiative PPTÉ était "stoppée" au Cameroun suite à la constatation de détournements de fonds alloués (on parle de 11 milliards de FCFA, soit 110 millions de FF). Notons qu'aucune communication officielle n'a été faite à ce propos, c'est par les médias camerounais que l'information est sortie. Mais l'essentiel est sauf : Paul Biya, ténor de la Françafrique et de ses malversations, vient d'être réélu après une mascarade électorale...

Les ONG ont ensuite questionné les représentants du Club de Paris sur la non-transparence de cette "non-institution". Le CADTM a particulièrement insisté sur quelques points : pourquoi la liste des pays passant devant le Club n'est-elle pas rendue publique à l'avance? Pourquoi les négociations qui ont lieu ne font-elles pas l'objet de rapports mis à la disposition du public? Les réponses furent révélatrices : tout cela est destiné à préserver l'efficacité du Club. On nous a dit sans rire qu'un pays ayant un Parlement, pour ne pas dire un Congrès (allusion aux Etats-Unis), défavorable à un certain pays du Sud, peut ne pas souhaiter que l'on sache qu'il a accordé une réduction de dette. Il est même arrivé qu'un ministre des Finances du Nord mal reçu dans un pays du Sud ne voulait pas que ce pays ait une restructuration de sa dette ! Nous avons alors rétorqué que c'est surtout l'inverse qui est vrai : les ONG d'un pays pourraient agir pour que leur pays soit plus généreux si on connaissait la teneur des discussions, et de là viendrait leur préten-

due efficacité. Nous n'avons pas manqué de nous indigner du fait que le Club de Paris revendique ouvertement l'opacité alors que la transparence est une exigence démocratique minimale, surtout quand on veut donner des leçons sur ce sujet ! Ainsi le sort des populations dépend du bon vouloir de représentants non élus (ce sont des hauts fonctionnaires qui représentent les Etats au Club), se rencontrant au sein d'une non-institution (le Club de Paris n'a pas de statut officiel), le tout étant tenu caché des citoyens. Et quand Jean Merckaert a dit "*Mais alors les pays créanciers font ce qu'ils veulent !*", nos interlocuteurs ont souri et répondu : "*Bien sûr !*".

On connaît les seigneurs de guerre, ces chefs de bande qui profitent de la guerre pour accroître leur richesse et leur pouvoir. Le Club de Paris est un seigneur de dette.

▼ JULIE CASTRO ET DAMIEN MILLET

## TOUT EST AFFAIRE DE PRIORITÉ

+ Selon le Washington Post, Georges W. Bush devrait demander début 2005 au Congrès de lui accorder une rallonge de 70 milliards de dollars afin de financer les **guerres d'Irak et d'Afghanistan**. Si une telle somme était accordée, cela porterait à 225 milliards de dollars le total des sommes engagées depuis le début de l'invasion de l'Irak en mars 2003. Rappelons que l'ensemble des pays riches a généreusement accordé 57 milliards de dollars d'aide publique au développement (APD) en 2002, ce qui correspond à 0,23 % de leur PNB alors qu'ils se sont engagés à maintes reprises à atteindre 0,7 %. Cela représenterait 100 milliards de dollars supplémentaires chaque année, qui permettraient, d'après le PNUD et l'Unicef, à la totalité des populations du Sud d'accéder aux services de base - alimentation décente, éducation primaire, accès à l'eau potable et aux soins de base. Mais c'est certainement en écrasant militairement certains peuples et en en condamnant d'autres à la misère que le président états-unien entend accomplir sa mission divine de diffusion de la liberté à l'ensemble de la planète...

+ De son côté, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) prévoit que la **demande mondiale d'énergie** augmentera de 60 % d'ici à 2030 et que 85 % de ces nouveaux besoins seront couverts par les produits fossiles (pétrole, gaz et charbon). Selon les calculs de l'AIE (cités par Le monde du 28 octobre 2004), "*transformer les ressources mondiales en approvisionnements nécessitera des investissements d'environ 16000 milliards de dollars entre 2003 et 2030 - dont environ 3000 milliards pour le pétrole - soit 568 milliards de dollars par an*". Il en coûtera donc annuellement dix fois le montant de l'APD pour continuer à détruire la planète en toute impunité, avec pour seule finalité de tenter de pérenniser le modèle occidental pourtant insoutenable à long terme, tandis que le Sud s'enfonce dans la pauvreté et doit supporter les conséquences d'un mode de vie auquel il n'a pas accès.

▼ ERIC BERR

### Bulletin du CADTM France

17 rue de la Bate, 45150 Jargeau - France

Tel : 02-38-59-98-28

Email : france@cadtm.org

Directeur de la publication : Damien Millet

ISSN 1634-5932 Dépôt légal : nov. 2004

Précédents bulletins : www.cadtm.org

## TÉMOIGNAGE IVOIRIEN

**Solange Koné** est en Europe depuis le 7 octobre, sur invitation du CADTM Belgique : le FNDP (Forum national sur la dette et la pauvreté en Côte d'Ivoire), dont elle est secrétaire aux relations extérieures, est membre du réseau CADTM et de Jubilé Sud. Quelques jours avant un nouvel embrasement de son pays, elle a exposé la situation ivoirienne au cours d'une séance de formation du groupe Ile de France du CADTM.

Solange a d'abord évoqué les différentes péripéties qui ont précédé la situation politique actuelle : apparition du multipartisme en 1990 sous la pression de la rue ; succession ambiguë du président Houphouët-Boigny décédé en 1993 et remplacé par Henri Konan Bédié réélu en 1995 ; coup d'Etat militaire de Robert Gueï en 1999 ; nouvelle Constitution instaurant des critères de nationalité restrictifs pour les candidatures à la présidence, élection mouvementée de Laurent Gbagbo en 2000 face à Gueï, début de la guerre civile en 2002.

Depuis, c'est une spirale infernale de violences, malgré les diverses rencontres et accords entre les deux camps, car les engagements ne sont pas respectés.

Solange a ensuite pointé différents facteurs déclenchant et aggravant de la crise :

. la question de l'ivoirité : pays essentiellement agricole, la Côte d'Ivoire a longtemps été considérée comme un modèle d'intégration ethnique : venus des pays limitrophes, de nombreux immigrants venus travailler la terre se sont intégrés et ont pour la plupart acquis la nationalité ivoirienne. Cette harmonie a pris fin vers 1980 avec la crise économique due à la chute des cours du café et du cacao, piliers de l'économie ivoirienne, et l'introduction par Bédié de la notion d'ivoirité. Cette notion inscrite dans la nouvelle Constitution et distinguant les Ivoiriens nés de père et de mère ivoiriens sur deux générations et les Ivoiriens de "circonstance", issus de l'immigration, va permettre d'écarter de la vie politique et économique tous ceux qui ne sont pas Ivoiriens de souche et notamment Alassane Ouattara lors des élections présidentielles de 2000.

. la question agraire : du temps d'Houphouët, la terre appartenait à celui qui la mettait en valeur. Aucun document écrit ne venait asseoir ce droit. La crise économique et la notion d'ivoirité aidant, les Ivoiriens de souche réclament la restitution des terres aux Ivoiriens de circonstances, avec les douloureuses et complexes difficultés que cela entraîne : difficulté d'ordre matériel (il est difficile d'évaluer précisément quelle est la juste indemnisation pour une terre cultivée qui, par essence, n'est pas un bien figé) ; difficulté d'ordre humain (les personnes privées de leurs terres et renvoyées dans un pays où elles n'ont pas de place, confrontées à la misère, préfèrent souvent retourner en Côte d'Ivoire pour y affronter la guerre). La réforme agraire, qui établirait clairement le droit de propriété, un des termes de l'accord de Marcoussis, est toujours en gestation.

. le découpage arbitraire de l'ancienne Afrique Occidentale par la puissance coloniale, qui ne tient aucun compte de la réalité des peuplements ; le même nom peut se retrouver aussi bien en Côte

d'Ivoire qu'au Burkina Faso, au Mali ou en Guinée, d'où remise en cause aisée de la nationalité ; dans certaines régions les populations de deux pays limitrophes sont étroitement associées pour les activités religieuses, culturelles ou agraires.

Actuellement, après avoir été séparé en deux par les forces onusiennes, le pays est divisé en plusieurs zones sur lesquelles ces forces neutres sont autorisées à se déployer en vertu d'une ordonnance récente de l'ONU.

D'un point de vue économique le pays a reculé de dix ans. Plusieurs facteurs s'ajoutent les uns aux autres : les achats d'armes pour le contrôle de la rébellion, l'évaporation des revenus des grandes plantations qui vendent officieusement leur production aux pays voisins, le contrôle de la zone nord par la rébellion qui affecte les ressources locales (venant principalement du coton et du sucre) à l'entretien de ses troupes et de son armement plutôt qu'à la population locale...

Concernant la dette : après avoir été un modèle économique pour toute l'Afrique, le pays voit aujourd'hui environ 60 % de son budget dédiés au service de la dette ; à l'origine, la chute des coûts des matières premières bien sûr, mais également des grands travaux entrepris par Houphouët (basilique de Yamoussoukro, barrages), même si certaines réalisations comme le réseau routier, ont été bénéfiques à la population. La Côte d'Ivoire a été éligible à l'initiative PPTE en 2000, mais du fait de la guerre, est bien loin du point d'achèvement. Solange pointe d'ailleurs la mystification des financements de cette initiative, qui ne tiennent le plus souvent pas compte des priorités des populations. C'est ainsi que dans une région où les femmes font des kilomètres pour aller chercher de l'eau, l'eau est la priorité absolue, mais les ânes trouvent abri dans les écoles qui ont été installées sans consultation de la population locale qui n'a pas été sensibilisée à la nécessité de l'éducation.

De même, le NEPAD (Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique), initiative de quatre chefs d'Etat (Afrique du Sud, Sénégal, Algérie, Nigeria) dont on a dit que c'était un vrai programme de développement pour l'Afrique, est, selon Solange, de la même mouture que les plans d'ajustement structurel. Il n'apportera aucun bénéfice aux populations.

Pour terminer, Solange a expliqué l'action du jeune FNDP qui consiste essentiellement en formation : de citoyens, d'avocats, de parlementaires. Les Forums sociaux africains vont permettre de renforcer la coopération entre les pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment sur le sujet essentiel de l'audit de la dette. C'est sur ce point que l'aide des associations comme la nôtre serait la plus fructueuse : en effet la société civile africaine peine énormément à se procurer les documents essentiels aux analyses sur la dette ; il n'y a souvent pas de copie des accords internationaux dans le pays concerné. Faciliter la connaissance de ces documents est un élément crucial de la coopération Nord Sud. Le CADTM s'efforcera de relever le défi.

▲ LILI BONACCI

Note sur l'assise régionaliste des partis : les Bété pour le FPI de Gbagbo, les Dioulas pour le RDR de Ouattara (ancien directeur adjoint du FMI), les Akan pour le PDCI de Konan Bédié (et Houphouët).

## PAYSANS D'AFRIQUE

**Victor Nzuzi**, président du GRAPR (*Groupement de réflexion et d'appui pour la promotion rurale*), association du Congo-Kinshasa, est un agriculteur et militant altermondialiste habitué des rencontres organisées par le CADTM. Présent en Europe à l'occasion des nombreuses activités du mois d'octobre, il a animé deux conférences à Aix et à Nîmes, début novembre. Guillemette, du groupe d'Aix, nous livre ici un condensé de son passionnant exposé.

Tout d'abord, Victor montre avec beaucoup d'humour les ravages de la mondialisation dans son pays. Un pays immense (4 fois la France), d'une grande diversité culturelle (300 langues), riche en ressources naturelles (eau des lacs et du Congo, biodiversité de la forêt qui représente 40% de la forêt africaine, mines d'or, de diamants, de cobalt, d'uranium, du pétrole...). Le pillage de ses ressources par les multinationales en a fait un des pays les plus pauvres du monde (son PIB/habitant le place au 167ème rang sur 171 Etats). L'espérance de vie ne dépasse pas 50 ans, ce qui fait dire à Victor qu'il sera bientôt statistiquement mort...

85 % des habitants sont des paysans qui vivent dans des villages sans électricité. La guerre a décimé la population (plus de 3 millions de morts) et ce n'est pas fini (200 Congolais réfugiés au Burundi ont été massacrés récemment). Le pays est gouverné par un président sans expérience politique (Joseph Kabila), entouré de 4 vice-présidents qui sont des seigneurs de guerre.

Un pays très endetté par suite de la guerre mais aussi par suite de la construction de barrages gigantesques comme celui d'Inga sur le Bas-Congo, réalisé avec une technologie vendue par l'Europe et les USA. Le coût des barrages représente 40% de la dette du Congo. Le barrage d'Inga fournit de l'énergie aux mines du Katanga auquel il est relié par une ligne à haute tension de 1900 Km mais il n'alimente pas en électricité les villages traversés par cette ligne... Pour payer cette dette dont le peuple n'a pas profité, le Congo a été contraint d'accepter le programme de l'initiative PPTTE contenu dans le Document stratégique de réduction de la pauvreté, présenté comme relevant de l'initiative des responsables politiques et associatifs du pays alors qu'il est imposé par la Banque mondiale... Conséquences : la dégradation et la privatisation des services publics. L'Etat n'entretient plus les routes, les écoles, verse irrégulièrement des salaires de misère aux enseignants qui mettent à contribution la population. Les malades incapables de payer les soins à l'hôpital, donnent des journées de travail dans les champs des soignants ou sont retenus à l'hôpital tant qu'ils n'ont pas payé leur hospitalisation, y compris leur séjour forcé. Tout est à vendre...

Autre conséquence : la libéralisation des échanges. Les produits occidentaux (jus d'orange, oeufs, oignons, poulets, décongelés dans de mauvaises conditions puisque les villages n'ont pas l'électricité), concurrencent la production locale. La FAO a introduit des élevages de canards qu'il faut chauffer et éclairer pour accélérer leur croissance. Elle encourage la consommation d'un pain de blé non produit au Congo auquel on ajoute seulement 20% de manioc.

Le cas de Victor, fils de paysan, est exemplaire : avec sa formation d'enseignant, il aurait gagné 13 dollars par mois insuffisants à Kinshasa pour payer les 40 dollars de loyer d'un appartement modeste. Aussi Victor est reparti dans son village, à 150 Km de Kinshasa, où il est redevenu paysan, statut social déprécié puisque beaucoup de jeunes pré-

ferent être chômeurs en ville plutôt que de travailler la terre. Mais Victor est "paysan sans terre". Il habite un des 200 villages dont un Belge s'est approprié les terres en 1925 : cette concession est l'entreprise JVL, clôturée et surveillée par une police privée qui contrôle la circulation. Les villageois doivent se contenter de cultiver les champs qui entourent immédiatement leur village. Victor résiste à cette mondialisation sauvage en s'appuyant sur la capacité des paysans à s'associer pour travailler. Le GRAPR qu'il anime, utilise les moyens traditionnels (houe, machette, transport sur la tête) pour développer des cultures vivrières : maïs (sans OGM contrairement à celui que propose le PAM), banane, taro, igname et surtout arachide.

Les paysans de l'association se sont spécialisés dans la production de semences d'arachide qu'ils vendent à la FAO et à la Croix Rouge malgré les freins du centre de recherche agronomique voisin et d'une structure étatique qui se disputent pour imposer des contrôles payants représentant 10 à 20 % du prix des semences. Mais les paysans n'ont pas le droit de développer l'élevage des porcs, monopole de l'entreprise belge qui vend sa viande 4 à 5€/kg, trop chère pour les villageois qui se contentent des abats. La production souffre des perturbations climatiques que Victor attribue à la mondialisation : inondation catastrophique en 2003, sécheresse cette année.

Victor mène un combat plus large. Dans les villages, les écoles, les universités, à la radio, dans les journaux, il explique les conséquences de la mondialisation et du DSRP. Il met en garde contre une consommation de type occidental et invite à une consommation de produits locaux. Mais il doit payer pour informer : 50\$ pour un article dans un journal ou pour une interview à la TV, 20\$ pour une émission sur une radio locale. Aussi il a dû arrêter après 25 émissions radios faute de moyens. On peut soutenir ses projets de développement agricole (transport par traction animale, panneaux solaires...) et de diffusion de l'information (création d'une radio locale, achat de magnétophone, caméra...). Pour cela, contacter Raymonde : rlagune@club-internet.fr

▼ GUILLEMETTE BONNEFANT

## ECOUTER

+ **Tiken Jah Fakoly**, *Coup de gueule*, Barclay.

Et si on devait s'informer autrement ? Dans les pays où la télévision est contrôlée par l'Etat, où les (rares) radios privées n'ont pas les moyens de former leurs journalistes, où les journaux restent trop chers pour le travailleur ordinaire, le chanteur joue un rôle particulier. En Afrique, quand certains choisissent de distraire le public avec des machines à décérébrer que ne renierait pas TF1, d'autres tentent de l'informer et de le pousser à l'action. C'est le cas de beaucoup d'artistes qui nous sont proches, et il y a là matière à une rubrique *Ecouter* régulière (l'hiver s'annonce dense : après l'album de Femi Kuti, sortiront la compilation de Survie, le disque de Didier Awadi, celui de Zèdess...). C'est le cas notamment de Tiken Jah Fakoly, dont le nouvel album est l'enregistrement le plus abouti à ce jour et l'un des plus militants. Un titre en particulier, "*l'Afrique doit du fric*", inspiré par une conversation avec François-Xavier Verschave, le président de Survie, devrait tourner en boucle sur la sono du CADTM dès notre prochaine manifestation... ▼ FRANÇOIS MAUGER



## RETOUR SUR ESPERANZAH !

Suite au compte rendu uniquement positif du festival *Esperanzah !* (Août 2004-Floreffe-Belgique) paru dans le bulletin du CADTM de Septembre et dans *Les Autres Voix de la Planète*, nous avons insisté -les quatre de Grenoble présents au festival- pour exprimer un avis critique sur cet événement, chose faite à l'Assemblée Générale du CADTM-France de Nîmes et donc dans ce bulletin.

Pour nous (naïfs ?...), un festival qui dénonce la dette du Tiers Monde et donc le système capitaliste à l'origine du problème est forcément alternatif... Nous vous informons que non, "Esperanzah !" est un gros événement commercial parmi d'autres :

- Multinationales "partenaires" (Stella Artois, Havana club...)
- Stands de vente d'objets divers en provenance de pays du Sud : pas de charte équitable...
- Groupes de musique vedettes payés très cher pour venir sensibiliser au problème de la dette...
- Tarifs excessifs dans l'ensemble (entrée, restauration...)
- Toilettes et eau payantes...

De plus, très peu de producteurs locaux étaient présents en raison des prix d'emplacements pratiqués... même le CADTM a dû payer le sien.

Finalement, la seule différence avec un festival classique est le thème abordé, l'objectif étant de sensibiliser les festivaliers à une cause choisie. Cette année, un "village libéré de la dette" était installé un peu à l'écart du circuit principal où l'on trouvait les stands des associations et ONG, dont le CADTM, des groupes de musique locaux et engagés, des conférences, de l'eau gratuite... bref, un lieu "alternatif" en marge du commercial.

Notre rôle était donc de faire du tractage dans les allées centrales, pour informer et sensibiliser sur le thème choisi (La Dette), et tenter de diriger les gens vers le "village libéré". Nous avons constaté que la majorité n'était pas au courant et que les bénévoles rencontrés aux tables d'accueil-renseignements, pour la plupart, ne l'étaient pas non plus.

Voilà pour le décor. Cette description est importante pour vous faire comprendre notre malaise en arrivant à *Esperanzah !*. Est-il nécessaire d'en dire plus ?

Vous l'aurez compris, les contradictions citées plus haut nous dérangent. Nous faisons confiance aux convictions et à la bonne volonté de toutes les personnes qui se sont investies, qui ont passé du temps et mis de l'énergie à organiser cet événement car nous en avons discuté avec les uns et les autres. Mais, si nous entendons certains arguments (signatures de pétitions, ventes diverses, peut-être quelques adhérents en plus...), nous nous posons la question de savoir qui tire

le plus de profit d'un tel événement : les partenaires commerciaux ou le CADTM ?... Les multinationales ou les petits producteurs ?...

La question nous semble importante et il serait intéressant de savoir ce que la majorité des festivaliers gardera à l'esprit : CADTM ou MCM ? Annulons la dette avec Stella Artois et Havana Club ? Ce genre d'amalgame est dangereux et les tentatives de récupérations de causes justes par le système capitaliste sont habituelles. A l'image de son choix d'édition indépendant, le CADTM -de la base au sommet- doit avoir une réflexion sur son positionnement dans ce genre d'évènement.

Nous n'annulerons pas la dette du Tiers-Monde tant que nous ne changerons pas de système économique... mais changerons-nous de système économique sans remettre en question notre mode de consommation, notre mode de vie occidental ?

Il nous reste néanmoins le sentiment que l'échange qui a eu lieu sur place, les réflexions poursuivies au sein du comité de Grenoble, les discussions au cours de l'AG à Nîmes sont positives : nous espérons que cela provoquera des exigences nouvelles chez tous les organisateurs, responsables et participants (CADTM et les autres), et donc des améliorations lors de la préparation des prochains festivals *Esperanzah !*.

A l'année prochaine !

▼ FABIEN ET MARION, AVEC AZZEDINE ET JO

## QUELQUES PRÉCISIONS

Le débat est toujours une bonne chose, surtout celui qui porte sur la fin et les moyens. Mais il me semble utile ici d'apporter quelques précisions.

Effectivement, *Esperanzah !* n'est pas un festival organisé spécifiquement à des fins militantes, mais ce n'est pas non plus un "gros événement commercial comme les autres". Ce n'est en tout cas absolument pas dans cet esprit-là que le préparent ses concepteurs (une équipe de passionnés sans permanent salarié). Le CADTM Belgique a participé au financement de cette édition du festival et à l'insertion de la thématique de la dette, mais il n'a pas eu à payer pour son stand. De plus, une borne permettait de se procurer de l'eau gratuitement, les bouteilles d'eau minérale restant payantes. Enfin, il est vrai que certains artistes, programmés le vendredi ou le samedi, les deux journées où la dette n'était pas nécessairement au cœur des débats, ont reçu un cachet normal mais ce n'est pas le cas de tous et il faut saluer ceux qui n'ont demandé qu'un défraiement symbolique (aioli le Massilia !)... Ceci dit, nous tiendrons compte des commentaires des quatre de Grenoble et des autres, et resterons très vigilants sur notre implication dans ce genre d'initiatives.

▼ FRANÇOIS MAUGER

---

## Rejoignez-nous !

B15

Nom (en capitales) : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_\_ Mel : \_\_\_\_\_@\_\_\_\_\_

Adhère au CADTM France :  10 euros  6 euros (petits revenus)

M'abonne aux publications du CADTM :  38 euros  22 euros (petits revenus)

A adresser avec votre règlement à : **CADTM France, 17 rue de la Bate, 45150 Jargeau**